

**Nations unies - Situation
humanitaire au Yémen -
Intervention de la représentante
permanente adjointe de la France
auprès des Nations unies - Conseil
de sécurité**

(New York, 21 septembre 2018)

Je remercie le Royaume-Uni d'avoir pris l'initiative de cette réunion qui était indispensable, alors que la situation humanitaire continue de se dégrader dans le contexte que M. Lowcock vient de décrire avec éloquence et précision.

Je reviendrai sur trois points. D'abord sur l'aggravation des tensions dans le gouvernorat d'Hodeïda depuis le début du mois de septembre et en particulier ces derniers jours, et les risques majeurs dont elle est porteuse sur le plan humanitaire. Ensuite, je rappellerai la nécessité de tout faire pour garantir l'accès humanitaire au Yémen et assurer le respect du droit international humanitaire. Et enfin, je reviendrai sur l'impératif d'une solution politique, qui doit être immédiatement être recherchée. Elle seule apportera une résolution durable de la crise.

1/ Premièrement, nous l'avons répété de nombreuses fois, il est impératif que tout soit fait pour que la confrontation militaire en cours dans la région de Hodeïdah épargne une population civile déjà durement éprouvée, et qui compte de nombreux déplacés. Les infrastructures civiles doivent également être épargnées et le ravitaillement en nourriture et énergie doit pouvoir être assuré. Alors que la hausse des tensions pourrait entraîner de nouveaux déplacements de population, les civils qui cherchent à fuir les combats doivent pouvoir se déplacer librement et en sécurité.

En outre, Mark Lowcock l'a rappelé, il faut préserver le cordon ombilical que représente, pour le Yémen, le port de Hodeïdah, par lequel transitent plus des trois quarts de l'aide humanitaire et du fret commercial qui entrent dans le pays. Le port de Hodeïda, comme celui de Saleef, doivent rester ouverts et pleinement fonctionnels. Il ne s'agit pas simplement d'approvisionner Hodeïda et sa région mais de répondre aux besoins d'un hinterland qui couvre la plus grande partie du pays, y compris Sana'a, et où vit la très grande majorité des Yéménites. Les routes entre Hodeïda et Sana'a doivent être maintenues ouvertes pour permettre l'acheminement de l'aide alimentaire et éviter que la malnutrition à grande échelle que connaît déjà le Yémen ne se transforme en famine sans précédent. Aujourd'hui, du fait des affrontements, une partie des réserves entreposées à Hodeïda est déjà complètement inaccessible. Il faut le dire avec clarté : la conduite des opérations militaires ne doit en aucun cas entraver l'accès humanitaire.

Enfin - et c'est mon troisième point - le personnel humanitaire, qui travaille aujourd'hui au péril de sa vie dans des conditions extrêmement dangereuses, doit être protégé. Il est crucial que les acteurs humanitaires, dont la population Yéménite dépend très largement, puissent

planifier leurs opérations en amont et avec la garantie d'être protégés des attaques.

2/ Madame la Présidente, au-delà de la situation à Hodeïda, nous devons collectivement répondre à la dégradation continue de la situation humanitaire au Yémen. Vous avez sans doute vu les images perturbantes des enfants émaciés qui circulent sur les réseaux sociaux et qui illustrent une réalité lancinante : les civils sont les premières victimes de la guerre et de la pénurie que celle-ci instaure, et il faut donc tout faire pour garantir leur protection. La France réitère son appel à garantir un accès humanitaire complet, sûr et sans entraves aux populations qui en ont besoin.

Par ailleurs, la réponse humanitaire de l'ONU doit permettre d'endiguer l'épidémie de choléra à grande échelle qui sévit dans le pays. Les campagnes de vaccination engagées avec succès au cours des derniers mois doivent se poursuivre. La réponse humanitaire doit aussi permettre d'offrir aux enfants yéménites un avenir, alors que la malnutrition les rend très vulnérables ; les affamer est inacceptable. Nous le répétons par ailleurs, pour toutes les situations de guerre : tout doit être fait pour protéger les enfants des conflits, comme l'exigent les résolutions de ce Conseil.

Madame la Présidente,

Alors que le Riyal a fortement baissé, que les prix montent et que les denrées essentielles se raréfient, ce Conseil et, plus largement, l'ensemble des Etats membres des Nations unies doivent appuyer les efforts des institutions financières internationales pour trouver une solution à la crise économique dont souffre le pays. La France est prête à agir sur ce sujet, dans le prolongement des travaux de la réunion humanitaire de Paris sur le Yémen le 27 juin.

L'effondrement de l'économie et des structures étatiques fait en effet encore plus de morts que les hostilités elles-mêmes. L'installation structurelle du pays dans une économie de guerre est une impasse tragique dont il faut sortir, et cela exige de tous un sursaut, comme Mark Lowcock l'a indiqué.

Je le dis ici avec force et conviction : la protection des civils, l'accès libre et sans entrave de l'aide humanitaire, la sauvegarde des personnels humanitaires et médicaux ne sont pas optionnels - ce sont des obligations du droit international qui s'imposent à toutes les parties au conflit.

Madame la Présidente,

3/ Il est absolument essentiel, dans ce contexte, de préserver toutes les chances de renouer le dialogue et de construire un véritable processus politique reposant sur des mesures de confiance entre les parties. Le rendez-vous du 6 septembre à Genève a peut-être constitué une occasion manquée, mais ne signifie en aucun cas la fin des efforts pour faire avancer le processus politique et ne doit pas se traduire par une hausse des tensions entre les parties. Rappelons-le : la logique militaire n'apportera pas de solution au Yémen ; cette guerre n'a que trop duré. Nous appelons adonc toutes les parties à rester engagées avec l'envoyé spécial pour

reprendre au plus vite la voie du dialogue et faire avancer le processus politique, qui est la seule issue possible pour mettre fin au conflit au Yémen. La médiation des Nations unies est la seule à même de pouvoir relancer les discussions en vue d'un accord sur la gestion du port de Hodeïda, d'une reprise des pourparlers, d'une cessation durable des hostilités et de la définition des paramètres d'une solution politique en vue d'un accord durable, global et inclusif, qui ramène la paix au Yémen et la sécurité dans la Péninsule arabique et dans le Détroit de Bab el-Mandeb.

Face à une situation humanitaire terrible, qui n'a cessé de se dégrader, la France restera pleinement mobilisée, en particulier au sein de ce Conseil, pour travailler à des solutions concrètes permettant l'acheminement de l'aide humanitaire et la résolution politique du conflit, seule à même de mettre un terme aux souffrances de la population yéménite.

Je vous remercie./.